

Les élites françaises, alliées avec les islamistes, font la guerre à leur peuple



Riposte Laïque : Vous venez d'écrire « Le grand abandon, les élites françaises et l'islamisme ». Avant d'approfondir votre livre, pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Yves Mamou : Je ne fais pas mon âge, j'ai fait des études de philosophie mais je n'aimais pas enseigner et je me suis tourné très tôt vers le journalisme parce qu'il me paraissait être un moyen de comprendre le monde. Le journalisme économique m'a semblé d'emblée un bon outil de décryptage. Je ne connaissais rien à l'économie, mais le journalisme permet d'apprendre sur le tas.

Riposte Laïque : Vous avez travaillé pour des journaux comme *Le Monde*, *Libération* ou *Le Canard enchaîné*. Aviez-vous déjà, à cette époque, la même vision du monde, ou bien avez-vous changé ?

Yves Mamou : J'ai vécu avec mon époque. J'étais sioniste en 1967 avec la guerre des Six Jours (et je le suis resté). J'étais gauchiste en 1968 mais je ne le suis plus. J'ai voté Mitterrand en 1981 et en 1988, mais je m'en mords les doigts. Bref, je viens de la gauche, mais je n'en suis plus. Très tôt, je me suis forgé une doctrine personnelle anti-totalitaire en découvrant la dissidence soviétique à travers les écrits

d'Evguénia Guinzbourg, de Nadejda Mandelstam ou de Soljenitsyne. J'ai lu avec éblouissement les travaux d'Hannah Arendt sur le phénomène totalitaire. J'en ai conclu que la liberté était plus importante que l'égalité. C'est ce qui me guide depuis quarante ans.

Riposte Laïque : Dans ces rédactions, peut-on tenir le discours que vous tenez aujourd'hui, sur l'islam, la Palestine et Israël, voire la réalité de l'immigration en France ?

Yves Mamou : Il y a une mutation du système médiatique. Plus il est riche d'outils nouveaux (Internet, les réseaux sociaux...), moins il sert à informer. J'essaye un peu de le décrypter dans mon livre, « Le Grand Abandon ». Une bonne information est celle qui génère du « buzz ». Mais le « buzz » ne se construit qu'en transgression du discours dominant. Si le discours dominant postule que tous les musulmans sont des victimes, il est clair que toute parole critique de l'islam sera cataloguée comme raciste. Le buzz aura servi à créer un faux débat pour empêcher l'émergence du vrai débat : pourquoi nos gouvernements ont-ils organisé sur le long terme un puissant courant migratoire musulman qui n'a aucun fondement économique ?

Le traitement médiatique de mon livre « Le Grand Abandon » est symptomatique du système média actuel. Je ne dis pas que les idées que je défends dans mon livre sont justes. J'aurais seulement souhaité qu'elles soient discutées. Mais *Le Monde*, *l'Express*, *la Tribune*, *les Échos*, *la Croix* et la plupart des autres médias m'ont snobé ; *l'Obs* m'a fait savoir que j'étais un « complotiste » avec qui il ne valait pas la peine de parler, mais la même semaine cet hebdomadaire a ouvert ses colonnes à Houria Bouteldja du Parti des Indigènes de la République qui a apparemment regretté de n'être pas « en position d'affréter des trains pour Auschwitz ». Quant au *Point*, une journaliste m'a appelé, a pris des notes sur ce que je lui disais, puis m'a informé trois jours plus tard que j'étais un horrible facho et qu'elle ne publierait rien de

l'entretien que nous avons eu ensemble. Je crois qu'elle a craqué et que ce que je lui disais la mettait en porte-à-faux par rapport à l'idéologie dominante et par rapport à son journal.

Il ne m'est plus resté que *Le Figaro*, *Valeurs Actuelles*, *Sud Radio* grâce à Bercoff et vous.

Riposte Laïque : Vous évoquez donc, dans votre dernier livre, la présence de deux nations sur un même territoire. Quel est votre regard sur la composition de cette deuxième nation ? La pensez-vous homogène ? Vous ne croyez pas aux musulmans modérés, qui préféreront la République à la charia ?

Yves Mamou : Mon livre n'est pas une réflexion sur l'islam ou l'islamisme. C'est une analyse du comportement des élites françaises. Du fait de la mondialisation, une élite cosmopolite, sans attaches nationales a émergé dans tous les pays occidentaux. Et dans tous les pays, cette élite a déclaré une guerre économique, culturelle et politique sournoise à cette partie de la population qui reste attachée à son pays, à ses valeurs, à ses habitudes. L'essayiste anglais David Goodhart a résumé ce conflit de la manière lapidaire suivante : ceux qui sont bien partout ont déclaré la guerre à ceux qui sont bien là où ils sont nés.

En France, cette guerre des « cosmopolites » est passée par une alliance avec l'islam le plus intolérant. Pour la première fois dans l'histoire, une classe dirigeante a donné le sentiment de faire appel à des mercenaires étrangers pour mater son propre peuple. Cette alliance contre nature entre des élites d'origine chrétienne pour la plupart et une immigration islamique n'est pas née en un jour. Je l'analyse comme un emboîtement de logiques : cela a commencé dans les années 1980 par les délocalisations d'entreprises. Soudain, des chefs d'entreprise ont été libérés de tout lien social avec les salariés, les syndicats, la commune, le fisc... ; ils sont partis en Chine et ont fait des profits gigantesques.

Forcément, quelques années plus tard, ils ont expliqué aux politiques que le coût du travail en France, pour les emplois non délocalisables (santé, sécurité, BTP...), était trop élevé. N'ayant pas le courage de baisser les salaires, les politiques ont ouvert les frontières à une main-d'œuvre moins chère importée d'Afrique du Nord et d'Afrique. La mise en concurrence économique a commencé entre Français et étrangers. Pour éviter la montée du racisme, l'État a financé lourdement les associations antiracistes chargées de culpabiliser toute critique de la politique d'immigration. Et ces mêmes associations antiracistes, associées aux médias, ont trouvé un écho plus que complaisant au ministère de la Justice et dans les différents parquets. Parallèlement, les politiques se sont aperçus que ces immigrés vite naturalisés formaient un électorat homogène qui vote comme un seul homme, surtout quand leurs imams les conseillent. L'alliance politique entre les élus de droite et de gauche et l'islam s'est formée ainsi au tournant des années 2000.

L'islamisation du monde musulman est venue compliquer la donne, mais nos élites n'en ont pas tenu compte.

Aujourd'hui, le piège de l'immigration s'est retourné. Une élite islamiste créée de toutes pièces a retourné l'antiracisme à son profit. Elle exige toujours plus d'argent et de concessions politiques pour assurer la paix sociale. Et le pire, c'est qu'ils obtiennent gain de cause.

Nous sommes encore dans cette phase.

Riposte Laïque : Dans les livres de Marx, on explique souvent que, dans les situations révolutionnaires, deux pouvoirs peuvent cohabiter un temps, mais que l'un doit finir par écraser l'autre. Vous pensez la même chose sur la situation française et les deux nations antagoniques que vous y voyez ?

Yves Mamou : Encore une fois, le problème est celui de l'État. Si l'État veut venir à bout de l'islamisme, il peut le faire. L'armée, la police et des coupes claires dans la politique

d'aide sociale qui profite essentiellement à l'immigration sont les armes à utiliser. Mais aucune volonté politique ne se manifeste dans ce sens. Toute la superstructure (université, médias, experts, partis politiques...) milite pour la victimisation des musulmans, islamistes ou non. Tant que la révolution culturelle n'aura pas eu lieu, tant que l'agresseur islamiste n'aura pas été nommé (la police, la justice traitent les terroristes de « déséquilibrés »), le pouvoir politique agira contre la population française d'origine plutôt que contre l'islamisme. L'islamisme est l'ennemi, mais la classe dirigeante aussi.

Riposte Laïque : On vous sent très sensible à la défense d'Israël. Vous avez écrit, en 2013, « Hezbollah, dernier acte ». Quelles sont les forces politiques, en France, qui soutiennent Israël, et comment expliquez-vous le palestinisme, comme le dit Bat Ye'or, qui paraît habiter la plupart des partis politiques français, et pas seulement la gauche, même si elle en est le fer de lance ?

Yves Mamou : Quelques personnalités mises à part, aucun parti, aucune institution, aucun média en France ne défend Israël. Quant à la diplomatie française, elle vote toutes les résolutions arabes à l'Onu ou à l'Unesco avec une ténacité consternante. Ce n'est pas grave pour Israël, c'est grave pour la France.

Je défends Israël, parce que je défends une certaine idée de la France. Les deux pays affrontent le même islam intolérant, invasif et conquérant. Mais les deux pays ont des attitudes diamétralement opposées. Face à l'islamisme, Israël est intransigeant. La France elle, face à ce même islamisme, a choisi la voie des accommodements déraisonnables. Israël a confirmé par une loi récente qu'il était et demeurerait un État-nation, celui du peuple juif. La France de son côté s'apprête à balancer aux orties la loi de 1905 sur la laïcité qui est au fondement de son modèle politique et social.

En 70 ans, les Israéliens ont construit une société dynamique et forte en dépit du chaudron islamique moyen-oriental. La France, elle, se défait progressivement depuis 40 ans : notre pays a renoncé à demeurer un État-nation et n'aspire plus qu'à se fondre dans l'Union européenne, dans l'euro, dans Schengen et dans un espace euro-africain qu'elle croit dominer et qui finira par l'engloutir.

Lancée dans la construction d'un modèle multiculturaliste, la France renonce progressivement à son Histoire, à sa culture, à son système éducatif. Elle croit qu'en cédant toujours plus des signes de son identité, elle va apaiser la revendication islamiste. Mon hypothèse est qu'elle se trompe gravement.

Nombre d'Israéliens portent un jugement sans concessions sur Benjamin Nétanyahou mais ils savent qu'en cas de guerre, le Premier ministre sera mobilisé à leurs côtés. En France, en cas de guerre civile, les Français auraient intérêt à s'interroger sur la position de leur gouvernement.

Riposte Laïque : Comment voyez-vous la cohabitation d'un mouvement comme les Gilets jaunes avec les questions migratoires et identitaires auxquelles notre pays est confronté ?

Yves Mamou : Il n'y a pas de cohabitation. Les Gilets jaunes chantent la Marseillaise et brandissent le drapeau tricolore, tandis que les banlieues parasitent leur mouvement avec de la violence. Il y a conflit entre les deux, mais le conflit n'est pas frontal, il n'existe qu'à la marge.

L'intelligence stratégique des Gilets jaunes est de ne jamais parler d'immigration. Ils ont simplement surgi des lieux de relégation où l'État et l'immigration les avait confinés pour affirmer qu'ils ne feraient plus les frais du système. Ni impôts supplémentaires, ni taxes supplémentaires, ni rien ! Et ce refus est suffisant pour bloquer la machine. Car l'immigration coûte cher. Les 40 000 « mineurs non

accompagnés » (maghrébins et africains) entrés en France illégalement et pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance coûtent au bas mot 3 milliards d'euros. L'accueil de 100 000 migrants illégaux annuels qu'il faut nourrir, loger et soigner en attendant l'instruction de leur dossier coûte 1,34 milliard d'euros. L'aide médicale d'État fournie à 300 000 clandestins coûte 1 milliard d'euros. Je n'évoque même pas les dizaines de milliards d'euros de la « politique de la ville » qui ne profite qu'aux ghettos de l'immigration.

Si les Gilets jaunes ne paient plus, si les très riches et les entreprises sont progressivement dégrévés d'impôts : qui va payer pour ce flot de migrants qui continuent d'arriver ? Bruxelles ne tolère plus les dérives budgétaires et les marchés financiers non plus. Bref, les Gilets jaunes ont coincé le gouvernement dans une nasse, mais c'est la France qui fonce dans le mur.

Riposte Laïque : Quels sont vos prochains projets ?

Yves Mamou : Mon livre « Le Grand abandon » n'était pas un « projet » parmi d'autres. C'était pour moi une quête de sens qui a commencé avec l'attentat contre Charlie et l'Hyper Cacher de Vincennes. Il fallait que je comprenne pourquoi la France s'islamisait sans opposer de résistance. Depuis janvier 2015, je n'ai pas fait autre chose que d'essayer de comprendre pourquoi l'État ne jouait pas son rôle d'assurer la continuité d'une culture, d'une civilisation, la civilisation française. Maintenant que le livre est publié, je ne peux pas faire autre chose que d'ausculter l'actualité et me demander quand la locomotive France va percuter le mur. Ça m'angoisse et ça m'empêche de monter des projets alternatifs.

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

Yves Mamou : Vive la France ! Vive la liberté d'expression !
Vive la laïcité !

Propos recueillis par Pierre Cassen